Contribution au Colloque *Les économistes et les tâches du présent*, 8 et 9 Mars 2002, Université de Provence.
A paraître en mars 2003 sous le titre « La Pensée Economique d'A. Sen sur le Travail », in *Analyse du Travail et Dialogue des Savoirs*, sous la dir. de R. Di Ruzza et P. Gianfaldoni, Editions Octarès, Toulouse.

Une autre approche du travail en économie : Amartya Sen

Muriel GILARDONE[1]

Les travaux d'Amartya Sen, Prix Nobel d'économie en 1998 et ancien conseiller auprès du Programme Mondial de l'Emploi pour l'OIT, ont largement contribué au rétablissement d'une dimension éthique dans l'économie [FETHEROLF LOUTFI, 1998]. Sen fait partie de ces économistes qui n'oublient pas que leur discipline est issue de deux origines : l'une s'intéresse à l'« éthique », l'autre à la « mécanique » [SEN, 1993a, p. 6].

La tradition éthique remonte au moins à Aristote. Elle conçoit l'économie comme une science morale, entendue non dans le sens de moralisatrice, mais comme réflexion sur ce qui fonde la vie « bonne ». Revenant à la question socratique « Comment doit-on vivre ? », cette tradition considère également l'économie comme science politique - au sens premier, à savoir concernant la vie d'un ensemble de citoyens - et sociale - c'est-à-dire non déconnectée des autres activités humaines, mais bien liée à la culture, à l'histoire, aux représentations, aux valeurs et aux normes collectives.

Quant à la conception mécaniste, Amartya Sen la fait remonter aux écrits de Kautilîya[2], conseiller du ministre et de l'empereur indien Candragupta au IVème siècle avant J.– C. [SEN, 1993a, p. 9]. Au contraire de la tradition éthique, la tradition mécaniste considère l'économie comme une science neutre, que l'on peut étudier en dehors des réalités sociales. Dans ce cas, la politique économique peut devenir parfaitement « autiste », se validant par rapport à ses propres critères, et trouvant ses justifications dans un monde artificiel qu'elle a elle-même créé, pour son propre compte [MAHIEU, 2000, p. 259].

Le traitement de la question du *travail* - et ses implications théoriques mais surtout pratiques - est, bien évidemment, fondamentalement différent selon si l'on se place du point de vue de l'une ou de l'autre de ces traditions. Or, depuis près de deux siècles, la conception mécaniste tend à prendre le pas sur la conception éthique en économie. En effet, depuis Cournot, Jevons et Walras notamment, la mathématisation de l'économie n'a cessé de se développer, lui donnant une « assise scientifique », tout en la rendant abstraite et

[1] Doctorante au Centre Auguste et Léon Walras, à Lyon.

[2] Kautilîya a écrit l'*Arthaçâstra*, qui signifie approximativement « instructions sur la prospérité matérielle ». C'est un ouvrage qui se concentre nettement sur des questions techniques, mécaniques, comme la construction des villages, l'organisation foncière, la collecte des impôts ou la tenue des comptes. En tout cas, les considérations éthiques, au sens profond, n'occupent guère de place, selon Sen, dans l'analyse qu'il fait du comportement humain. [SEN, 1993a, p. 9]

déshumanisée[3]. Et, il semble que la conception mécaniste de l'économie soit à l'origine de la définition et du traitement, encore actuels, de la notion de *travail*.

Dans l'Antiquité et au Moyen-Age, il n'existait pas de terme pour désigner ce qu'il y a de commun dans les activités du paysan, du commerçant, de l'artisan, etc. Il fallut l'essor des rapports marchands et l'avènement du capitalisme pour qu'émerge la notion de *travail* en général, c'est-à-dire l'ensemble des activités intellectuelles et manuelles accomplies par l'homme pour produire des biens et des services économiques, en contre partie desquelles il est rémunéré. Cette conception se constitue au moment où le travail, sous la forme du salariat, est considéré comme une marchandise qui s'achète et se vend. Ainsi, l'analyse néo-classique envisage le travail comme un facteur de production, au même titre que le capital, qui reçoit une rémunération – le salaire – égale à la contribution du travail à la production.

En outre, conformément aux enseignements de Walras, puis de Pareto, il semble établi que le mécanisme de marché, parce qu'il laisse chaque agent rechercher son utilité maximale, permet d'aboutir à un équilibre, réalisant l'optimum collectif. Ce modèle, fondé sur le comportement égoïste et démontrant l'existence d'un équilibre à partir du fonctionnement de marchés concurrentiels, forme le « noyau » de l'économie moderne [SEN, 1993a, p. 89]. Cependant, Sen reproche à ce noyau de ne pas constituer un véritable exploit sur le plan du bien-être social, puisqu'il reproduit les inégalités initiales de dotation.

Sen remet-il pour autant en cause la validité de la notion de marché du travail ? Il semble que non. Par contre, s'il est pour un marché du travail ouvert et concurrentiel, il pense que les raisons habituellement avancées, quand il ne s'agit pas d'une croyance purement dogmatique, ne sont pas les plus fondamentales. Certes, le mécanisme de marché contribue de façon significative à la croissance économique, mais cet aspect est secondaire, dès lors que l'on admet l'importance directe de la liberté de choisir son employeur, d'échapper à la pauvreté par le revenu, de participer à l'activité économique, ce qui, par répercussion, favorise la participation à la vie sociale.

Nous allons voir que les analyses de Sen, révélant son souci de ne pas déformer la réalité complexe de nos sociétés, sont significatives d'une nouvelle forme de pluridisciplinarité. En effet, elles s'appuient à la fois sur des outils mathématiques et

[3] Il y a quelque chose de paradoxal dans la naissance de l'économie moderne. En effet, celle-ci se veut de plus en plus détachée du reste des affaires humaines, axiologiquement neutre. Or, comme le note très justement Hannah Arendt, l'économie, en tant que science, est née en même temps que la société et est devenue, avec la statistique, la science sociale par excellence. D'ailleurs, l'économie ne put prendre un caractère scientifique qu'avec l'avènement du social, c'est-à-dire que lorsque les hommes furent devenus des êtres sociaux, suivant unanimement certaines normes de comportement. [HARRENDT, 1961, p. 81]

statistiques, sur des considérations pour l'histoire, la sociologie et l'anthropologie, ainsi que sur les enseignements de la philosophie morale et politique. Cette approche fournit une explication parfois complémentaire et parfois concurrente à la théorie standard dans la manière de rendre compte des performances de production et des enjeux du travail.

Le marché du travail : quelle légitimité ?

Amartya Sen reprend l'argument bien connu des économistes selon lequel un mécanisme de marché favorise l'efficacité, à la fois pour des raisons d'économie d'information – chaque acteur peut remplir son rôle en disposant de peu de savoir – et de compatibilité des objectifs – toutes les actions fragmentaires se complètent [SEN, 2000a, p. 37]. Cependant, à ses yeux, ce n'est pas la justification la plus importante concernant la légitimité de l'existence d'un marché du travail. En effet, Sen refuse de penser exclusivement en terme d'efficacité et d'adopter ce qu'il appelle une « morale du résultat », autrement dit le conséquentialisme cher aux utilitaristes. Sa démarche est plus compréhensive.

Afin de légitimer le bien fondé d'un marché du travail, Amartya Sen compare ce système de rencontre entre l'offre et la demande de travail à un système économique centralisé, en supposant que l'on aboutisse aux mêmes résultats :

> Considérons [maintenant], à rebours du sens commun, la situation hypothétique dans laquelle le même résultat économique est obtenu au sein d'un système décentralisé, aux ordres d'un dictateur qui parvient à centraliser toutes les décisions des acteurs, concernant la production et la distribution. Pourrait-on saluer la réussite d'un tel système ? [SEN, 2000a, p. 37]

En se limitant aux résultats agrégatifs, c'est-à-dire aux résultats finaux, sans tenir compte des processus qui y conduisent, on pourrait répondre affirmativement à la question posée par Sen. Mais, si l'on se place d'un point de vue compréhensif, on voit immédiatement qu'un élément fondamental à disparu : la liberté, pour les individus, d'agir comme ils l'entendent, de décider ce qu'ils vont produire, ce qu'ils vont consommer et où ils vont travailler. Et Sen avance que toute personne tendra à préférer le scénario du libre-arbitre à celui de la soumission à un ordre dictatorial, même si finalement cette personne produit la

même chose pour un même revenu et consomme dans les mêmes termes[4]. Ainsi, le mérite du marché ne saurait se réduire à sa capacité à délivrer les meilleurs résultats agrégatifs.

Par ailleurs, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur le rôle du mécanisme de marché dans la croissance économique, Sen pense que la liberté du contrat de travail, par opposition à l'esclavage ou à l'exclusion forcée du marché, constitue en elle-même une des libertés essentielles contribuant au processus de développement. Il est donc nécessaire d'éradiquer toute survivance du travail servile et toutes les formes implicites ou avouées d'interdiction d'accès au marché ouvert du travail. Encore actuellement, le poids de certaines traditions, ou même certaines dispositions légales, maintient un nombre important d'hommes et de femmes dans des situations de sujétion et d'asservissement[5]. Or, la liberté de participer au marché du travail a un rôle fondamental dans la vie sociale [SEN, 2000a, p. 17].

Sur cette question, on le voit, Sen dépasse la tendance néo-classique à juger le marché sur ses résultats, c'est-à-dire à l'aune des revenus et des biens qu'ils procurent. Et, afin de prouver, avec plus de force encore, la valeur intrinsèque du droit à la libre recherche d'un emploi, Sen effectue une seconde comparaison entre travail libre et travail servile en prenant le cas des esclaves dans le Sud des Etats-Unis, avant l'abolition[6].

Contrairement aux idées reçues, le revenu « pécuniaire » des esclaves était assez élevé. En effet, la comparaison entre le panier de biens de consommation des esclaves et le revenu de la main d'œuvre agricole libre tourne en faveur des premiers. Par ailleurs, l'espérance de vie des esclaves n'apparaît pas spécialement basse, puisqu'elle est à peu près identique à celle qui prévalait alors dans les pays aussi développés que la France et la Hollande. Cependant, les esclaves cherchaient à s'enfuir, et « l'on a toutes les raisons de penser que le système esclavagiste ne servait en rien leurs intérêts. De fait, après l'abolition, des tentatives successives pour attirer les nouveaux affranchis dans les formes diverses d'organisation du

[4] Sen nous renvoie à la définition cinglante de « la route de la servitude » qu'utilisait F. Hayek quand il parlait des économies collectivistes. Il cite également M. Kalecki qui, en regagnant la Pologne lors de l'avènement du communisme avait déclaré : « L'abolition du capitalisme est accomplie. Il ne nous reste plus maintenant qu'à abolir le féodalisme. » [SEN, 2000a, p. 122]

[5] Sen fait notamment référence à la transition difficile du travail servile au salariat en Inde du Sud, en particulier dans le contexte agraire. « Il arrive ainsi que les propriétaires de castes supérieures du Bihar, l'un des Etats les plus arriérés de l'Inde, terrorisent par le meurtre et par le viol les familles « attachées » à leurs terres. » [SEN, 2000a, p. 121] Ces relations de soumission sont perpétuées jusqu'à aujourd'hui, en dépit de leur caractère illégal (votée après l'indépendance, la loi qui les interdit n'a jamais été appliquée). Et, Sen estime que la généralisation de la faculté pour les travailleurs de vendre leur force de travail représente une amélioration de leurs libertés positives, lesquelles constituent à leur tour un bon indicateur de l'état de santé d'une société donnée.

[6] Pour cette illustration, Sen se base sur la thèse de référence en la matière, celle de Robert W. Fogel et Stanley L. Engerman : *Time on the Cross : The Economics of American Negro Slavery* (Boston, Little Brown, 1974).

travail, calquées sur le modèle servile, mais en échange cette fois de rétributions élevées, ont toutes abouti à l'échec. » [SEN, 2000a, p. 38]

Ainsi, Sen montre que même dans une situation de rémunération supérieure pour le travail forcé, il n'y a pas de doute sur le choix que fera un individu : la liberté est toujours préférée. Et il note que, sur ce point, l'analyse marxienne rejoint l'approche libertarienne en accordant la priorité à la liberté sur l'utilité. En effet, Marx concédait un avantage au capitalisme sur les formes précapitalistes de travail non libre, établissant toutefois la distinction entre la « liberté formelle » du travailleur dans le système capitaliste et sa « non-liberté réelle » dans les systèmes précapitalistes.

En outre, conformément à sa vision de la liberté individuelle comme responsabilité sociale, Amartya Sen considère que, là où persiste le travail servile, il est de la responsabilité de la société de mettre fin à cette situation et de créer des conditions dans lesquelles la main-d'œuvre puisse librement accepter un autre emploi. De la même manière, les politiques économiques devraient inclure au rang de leurs priorités la création d'emplois, sachant que les conditions d'existence élémentaires d'une immense majorité de citoyens en dépendent. Ensuite, lorsque les emplois existent, les attitudes et les stratégies professionnelles de chacun relèvent alors de la responsabilité individuelle.

Travail-nécessité…

Pourquoi les individus travaillent-ils ? La théorie standard répond à cette question en disant que l'individu arbitre entre l'utilité qu'il peut gagner en travaillant, qui est fonction du salaire proposé sur le marché du travail, et l'utilité apportée par le loisir – c'est-à-dire le non-travail. Jusqu'à un certain seuil, plus le salaire proposé est élevé, plus il compense la perte de loisir, et donc plus son arbitrage penchera en faveur du travail. Dans cette optique, si le marché du travail n'est pas entravé par des rigidités, le chômage ne peut être que volontaire.

En particulier à cause de son expérience indienne de la famine, Amartya Sen ne peut se satisfaire d'une telle analyse. En effet, dans des pays où n'existent aucune rigidité sur les salaires, et aucune assurance-chômage ou filet de sécurité, travailler est une question de vie ou de mort, puisque la capacité de se nourrir en dépend. Pourtant, le chômage existe bel et bien, et ce n'est certainement pas par choix que les victimes, dans certains cas, en meurent. Dans son ouvrage, *Pauvreté et Famines* (1981), initialement écrit pour le compte de l'OIT, Sen a largement démontré que les famines sont liées, non à une faiblesse de la quantité totale de

nourriture disponible, mais à un problème de « droits d'accès » à cette nourriture pour certains individus. La question fondamentale est alors : comment sont établis ces « droits d'accès » ?

Selon Sen, ils dépendent en premier lieu des « dotations » [endowments], c'est-à-dire de la propriété de ressources productives ou de richesses auxquelles est associé un prix sur le marché. Or, pour la grande majorité de l'humanité, l'unique dotation significative se résume à la force de travail, parfois accompagnée d'un niveau plus ou moins élevé de spécialisation ou d'expérience. D'une manière générale, la force de travail, la propriété foncière et les autres ressources constituent les diverses formes de dotation [SEN, 2000a, p. 167].

Pour engendrer des « droits d'accès », la dotation, sous forme de propriété foncière ou de force de travail, peut être mise directement au service de la production de biens alimentaires – c'est ainsi que procède l'agriculture. A défaut, un individu ou une famille acquièrent leur faculté d'acheter de la nourriture par l'intermédiaire d'un salaire. Cette faculté sera alors déterminée par la conjoncture sur le marché et le niveau des rémunérations. Ces facteurs, à leur tour dépendent des possibilités de production dans l'agriculture, l'industrie et les autres secteurs. En ce qui concerne les possibilités de production, elles sont déterminées en particulier par la technologie, par les connaissances disponibles, et la capacité des individus à maîtriser ces connaissances et à les convertir. Nous verrons plus loin que les notions de « capacité humaine » - que la théorie standard étudie sous l'angle restreint de « capital humain » - et de « technologie sociale » sont ici primordiales.

En résumé, disons que la capacité de demande alimentaire d'une personne dépend de ses dotations – sa force de travail, son éducation, sa formation, ses relations, etc. – et de sa carte de droits à l'échange [exchange entitlement maping] – ensemble de tous les lots alternatifs de biens qu'une personne peut obtenir en échange ou grâce à ses dotations, en particulier par l'intermédiaire d'un emploi. A un moment donné, ces droits à l'échange dépendent des caractéristiques politiques, économiques, sociales, culturelles et légales de la société en question, ainsi que de la position de la personne considérée dans cette société [MAHIEU, 1999, p. 5]. En conséquence, une personne peut souffrir de la faim, soit si ses dotations s'effondrent, soit si survient une évolution défavorable de ses droits à l'échange.

Ainsi, dans les conditions extrêmes que connaissent les pays « sous-développés », le fait de pouvoir trouver un emploi est une nécessité vitale, puisque sans emploi, les individus n'ont pas de revenu et il n'existe aucune solution de rechange pour leur approvisionnement. Dans l'analyse de Sen, cette pauvreté, ou déficit de capacités, engendrée par le chômage,

constitue un déni de liberté fondamental pour l'individu : la liberté même de vivre[7]. Mais, en ce qui concerne les pays les plus développés, en particulier européens, ayant mis en place des assurances-chômage procurant un revenu aux personnes sans emploi, quel intérêt y-a-t-il à travailler ?

…Travail-liberté, travail-responsabilité

Selon Amartya Sen, la qualité de vie se mesure par la liberté que les personnes ont de vivre la vie qu'elles souhaitent, et non par la richesse. Afin d'évaluer plus précisément cette liberté, Sen a forgé le concept de « capabilité », qui représente les diverses combinaisons de fonctionnements (états et actions) qu'une personne peut accomplir. Ces fonctionnements vont du plus simple – être convenablement nourri, être convenablement logé, échapper à la morbidité évitable, etc. - au plus complexe – prendre part à la vie de la communauté, avoir de l'estime pour soi, pouvoir se montrer en public sans honte [SEN, 2000c, p. 65]. Or, la capabilité d'une personne est nécessairement contrainte et influencée, sinon déterminée, par les possibilités sociales, politiques et économiques qui s'offrent à elle.

En particulier, la possibilité d'obtenir un emploi libre et contractuel fait partie des opportunités sociales les plus importantes permettant à un individu de gagner en liberté. En effet, Sen montre que l'absence d'emploi est à la base de défaillance de capabilité sous plusieurs aspects. Outre les conséquences négatives en terme de revenu, cela entraîne de profonds effets sur la confiance en soi, le goût du travail, la compétence, l'intégration sociale, la justice entre hommes et femmes, le sens et l'exercice de la liberté et de la responsabilité individuelle[8]. Par exemple, il estime que le chômage massif en Europe entraîne une série de privations que ne reflètent pas les statistiques portant sur la distribution des revenus :

[7] Ce problème de déficit de capacité en rejoint un autre non moins douloureux : celui du travail des enfants. En effet, dans les familles désavantagées, ces derniers sont contraints d'accepter l'exploitation de leur force de travail (et donc, non libres d'envisager un autre choix, l'école, par exemple). A ce sujet, les économistes sont divisés, car l'abolition pure et simple du travail des enfants, si elle ne s'accompagne pas de mesures visant à améliorer la situation économique des familles, ne servirait en rien les intérêts de ces familles, et encore moins ceux des enfants. Sen pense toutefois que la législation anti-esclavagiste, dans laquelle il inclut le travail des enfants, doit s'appliquer sans détour. [SEN, 1999b, p. 3]

[8] Sen énumère et précise une liste de dix points de dommages causés par le chômage, en dehors de la perte de revenu : perte de production, charge budgétaire ; perte de liberté, exclusion sociale ; perte de la qualification, atteinte aux facultés intellectuelles ; répercussions psychologiques ; morbidité et mortalité ; perte de motivation et impasse professionnelle ; rupture des relations sociales, désorganisation de la vie familiale ; clivage entre les communautés et entre hommes et femmes ; dégradation des valeurs sociales et du sentiment de responsabilité ; blocage dans les domaines de l'organisation du travail et de l'innovation psychologique. [SEN, 1997, pp. 174-178]

On néglige souvent ces privations au prétexte que les systèmes de couverture sociale européens (en particulier l'assurance chômage) compensent dans une large mesure les pertes de revenu des chômeurs. Mais le chômage ne se résume pas à un déficit de revenus que des transferts par l'Etat peuvent contrebalancer (au prix d'une ponction fiscale d'ailleurs élevée qui constitue en elle-même un lourd handicap). Il provoque aussi d'autres effets à long terme, nuisibles pour les libertés individuelles, les capacités d'initiative et la valorisation des savoir-faire. Entre autres, le chômage est source d'« exclusion sociale » pour certains groupes, il mine les capacités d'autonomie, de confiance en soi et même l'équilibre psychologique ou physique. De fait, on a du mal à ne pas ressentir de gêne dès que l'on compare le discours social européen, qui s'acharne à promouvoir une plus grande autonomie des individus, et l'absence de politique mise en œuvre pour réduire le niveau intolérable du chômage, lequel rend très difficile une telle autonomie. [SEN, 2000a, p. 31][9]

Sen soutient que la pauvreté doit être perçue comme un déficit de capabilités de base permettant d'atteindre certains niveaux minimalement acceptables. Dans son argumentation, Sen ne manque pas de s'appuyer sur des écrits de Smith, qui s'est intéressé à bon nombre de capacités à fonctionner, et en particulier à la disposition à « faire face à un public sans embarras » (non pas avec son revenu réel ou l'ensemble des biens matériels possédés, mais avec la notion plus complexe d'estime de soi) :

Par objet de nécessité, j'entends non seulement les denrées qui sont indispensablement nécessaires au soutien de la vie, mais encore toutes les choses dont les honnêtes gens, même de la dernière classe du peuple, ne sauraient décemment manquer, selon les usages du pays. [SMITH,1776, volume II, livre V, chapitre 2]

La notion d'« usages » nous renvoie à la question des normes et des valeurs en vigueur dans une société, chose tout à fait inconcevable dans la théorie standard. On s'éloigne de l'individu rationnel, et centré sur lui-même, pour s'intéresser à une personne dont le regard des autres influence profondément le bien-être. Bien évidemment, les valeurs liées au travail dépendent non seulement de la société dans laquelle on se trouve, mais également la position sociale à l'intérieur même de cette société. Par exemple, un membre de la « classe oisive » tirera fierté du fait de ne pas travailler. Par contre, en ce qui concerne ceux qui doivent travailler pour vivre – c'est-à-dire la plupart des gens – ne pas avoir d'emploi signifie à la fois manque de revenu et sentiment de honte [SEN, 1998, p. 243].[10]

[9] Il semble important de replacer cette dernière phrase dans son contexte. En effet, Sen fait référence aux critères de convergence fixés par le traité de Maastricht, exigeant une diminution coordonnée du déficit budgétaire et de la dette des Etats européens. Et il estime que ces conditions liées à l'introduction de la monnaie unique n'auraient jamais dû être prioritaires face à l'urgence sociale d'une action politique contre le chômage.

[10] Selon cette même logique, si une personne se voit contrainte d'accepter, pour survivre, un travail qu'elle considère comme non approprié à ses qualifications et son savoir-faire, elle continuera à se sentir insatisfaite, et

Finalement, ce n'est pas uniquement de la baisse de son revenu que souffre le chômeur, mais d'autres manques aussi, « atteint qu'il est dans sa dignité, déprimé par le fait d'être à la charge d'autrui, rejeté et improductif » [SEN, 1997, p. 176]. Et, ce sentiment peut l'empêcher de participer à la vie politique et sociale de la collectivité, pour finalement le mener à l'exclusion.

C'est pourquoi, selon Sen, il est grand temps que l'Union Européenne s'engage politiquement à résoudre ce problème qui, par ses multiples effets, « ronge l'existence des gens et de la société ». Et il montre que si l'Europe, dans l'espace des revenus, connaît sans conteste beaucoup moins d'inégalité que les Etats-Unis, ces résultats sont trompeurs quant aux niveaux et aux tendances réelles des inégalités. « La comparaison des courbes de revenus permet à l'Europe de cultiver sa suffisance, mais cette complaisance apparaît déplacée dès qu'on adopte une vue moins étroite de l'inégalité » [SEN, 2000a, p. 103].

D'un côté et de l'autre de l'Atlantique, la nature des priorités politiques diffère radicalement. Selon Sen, les choses s'expliquent par l'importance de la responsabilité individuelle, de l'aptitude à se prendre soi-même en charge, beaucoup plus grande aux Etats-Unis qu'en Europe : l'idée américaine de responsabilité individuelle tend à faire peu de place dans l'action publique aux mesures de lutte contre la pauvreté et le dénuement mais, en vertu du même principe éthique, un taux de chômage à deux chiffres serait intolérable. Cette notion de responsabilité individuelle commence à apparaître dans le discours politique européen, cependant, encore faut-il que la société permette aux gens de s'assumer – la possibilité de travailler en est une, capitale.

> Il faut que l'Europe mesure mieux les exigences réelles de la philosophie de la responsabilité individuelle, vers laquelle elle incline sans bien saisir les conditions sociales qu'elle suppose. L'acceptation d'un énorme chômage mine les fondements mêmes d'une société de responsabilité. [SEN, 1997, p. 182]

Cependant, si Sen met en avant les avantages de la démarche américaine, il en montre aussi les limites. La médiocrité des salaires dans certains emplois, le peu de souci pour le développement des soins médicaux pour tous, de l'amélioration de l'éducation publique et des mesures à prendre pour l'harmonie de la vie collective sont autant choses à améliorer.

---

même à se considérer comme sans emploi. En outre, la question de la reconnaissance peut avoir une grande influence dans le choix du travail, si un tel choix est possible. Par exemple, une préférence marquée pour le travail à son compte plutôt que salarié peut en partie y être relié. Les discussions marxiennes au sujet de l'«aliénation » sont également étroitement liées à cette question. [SEN, 1998, p. 243]

Capital humain, capacité humaine

Dans la théorie néo-classique, le travail est perçu comme un facteur de production, au même titre que le capital. Mais c'est un facteur de production non homogène puisqu'il dépend de l'investissement en « capital humain », comme l'explique en particulier Gary Becker[11]. Ce dernier a largement démontré que si une société veut améliorer sa productivité, elle a tout intérêt à accroître ses dépenses en éducation, formation professionnelle, santé et alimentation notamment. Dans quelle mesure cette perspective rejoint celle développée par Sen en terme de « capacité humaine » ? C'est une question qu'il se pose dans son dernier ouvrage, *Un Nouveau Modèle Economique* :

> Dans l'analyse économique contemporaine, la définition même d'accumulation du capital a évolué d'une approche principalement matérielle vers une autre qui intègre, au premier chef, les qualités productives des êtres humains. La formation, sous toutes ses formes, améliore la productivité qui, à son tour, contribue à l'expansion économique. Quantité de travaux récents, consacrés à la croissance économique […] reflètent cet intérêt accru pour le capital humain.
>
> Cette évolution recoupe-t-elle notre approche du développement comme liberté ? En particulier, quelle relation peut-on établir entre la notion de capital humain et notre intérêt pour la « capacité humaine » ? Les deux orientations placent l'humain au centre des préoccupations, mais est-ce assez pour déceler une forte convergence ? [SEN, 2000a, p. 291]

Une fois encore, Sen se distingue par son approche compréhensive. Il s'oppose aux théories conséquentialistes qui privilégient la fonction d'agent des individus, pour autant que celle-ci favorise les possibilités productives. En effet, la différence essentielle entre la problématique du capital humain et celle des capacités recouperait la distinction classique entre les moyens et les fins. « Reconnaître le rôle des qualités humaines dans la croissance économique – et cette reconnaissance est cruciale – ne nous indique d'aucune manière *pourquoi* nous devons accorder tant d'importance à la croissance économique » [SEN, 2000a, p. 293]. Par contre, son approche, celle des capacités, met en avant la faculté – c'est-à-dire la liberté substantielle – qu'ont les gens de vivre la vie qu'ils souhaitent et qu'ils ont raison de souhaiter. Et, dans cette perspective, le rôle de la croissance économique – parce qu'elle contribue à la création de possibilités nouvelles – peut être intégrée à une compréhension plus fondamentale du développement comme processus d'expansion des capacités humaines de vivre des vies plus riches et plus libres.

[11] Voir BECKER Gary [1964], *Le Capital Humain. Une Analyse Economique et Empirique*.

Ainsi, malgré un intérêt commun pour les compétences et les savoir-faire que les humains peuvent acquérir et d'autres similitudes évidentes, les critères de l'évaluation, dans un cas et dans l'autre, portent sur des objectifs différents. Les deux perspectives montrent la pertinence d'un environnement social et économique favorable au développement des acquis personnels, puisqu'il permet aux individus de réaliser les projets qu'ils élaborent. Mais, la valeur reconnue à la réalisation de ces projets diffère. Sen distingue la valeur *directe*, que l'on pourrait aussi qualifier d'intrinsèque, et la valeur *indirecte*, qui serait, elle, instrumentale. Dans le premier cas, « le fonctionnement mis en œuvre contribue directement à enrichir l'existence de la personne : par exemple, elle sera bien nourrie, jouira d'une bonne santé ». Dans le second cas, « le fonctionnement contribue à une production ou crée une valeur d'échange sur le marché » [SEN, 2000a, p. 291]. Et Sen reproche aux tenants du capital humain de ne tenir compte que de la valeur indirecte, c'est-à-dire seulement des qualités humaines susceptibles d'être employées comme « capital » dans la production, illustrant sa critique de la manière suivante :

> Si l'éducation améliore la productivité d'un individu, le « capital humain » s'en trouve indiscutablement amélioré, puisque la valeur de la production économique s'accroît, ainsi que les revenus de l'individu qui a bénéficié de cette éducation. Considérons maintenant un autre individu qui a reçu la même éducation, sans que ses revenus en soient accrus. Il tirera quand même parti de cet avantage sous d'autres formes (par la lecture, la faculté de communiquer, d'argumenter, de s'informer, d'être pris au sérieux, etc.). Les bénéfices de l'éducation vont bien au-delà de leur apport au capital humain dans la production de biens. La perspective des capacités accorde toute leur place et toute leur valeur à ces autres fonctions. On voit donc ce qui distingue ces deux perspectives, somme toute assez proches. [SEN, 2000a, p. 292]

Et, afin de légitimer son approche plus intégrée du développement économique et social, Sen s'appuie sur les écrits de Smith au sujet du rôle de l'éducation. En effet, Adam Smith pense que l'éducation compte, avec la division du travail, parmi les facteurs les plus importants de l'amélioration des capacités de production. Mais, il considère également que si l'éducation permet l'amélioration de la productivité, c'est surtout un moyen de contribuer à l'intérêt de l'existence, donnée centrale de ce qui constitue « la richesse des nations ». Amartya Sen note avec intérêt que Smith lie les *facultés productives* et les *styles de vie* à l'éducation et aux apprentissages et qu'il défend l'idée d'une possible amélioration des deux ensembles. En ce sens, on remarque que Sen s'inscrit dans une perspective smithienne, refusant de réduire les êtres humains à des moyens de production, et illustrant son propos par cette phrase de Smith :

> Il semble impossible que la vertu puisse relever d'une approbation semblable à celle que nous manifestons à l'égard d'un bâtiment bien conçu ou offrant de nombreuses commodités, ou que nous ne puissions trouver d'autres raisons d'apprécier un homme que celles pour lesquels nous apprécions une commode à tiroirs.[12] [SEN, 2000a, p. 294]

Partant, Amartya Sen dépasse le concept de capital humain, précisant toutefois qu'il s'agit d'un élargissement, et non d'une perspective antagonique. L'expansion des capacités humaines a non seulement une importance directe pour le bien-être et la liberté des gens, mais également une importance indirecte à travers son influence sur la production économique. Sen ajoute à ces deux aspects un troisième tout aussi fondamental : l'influence positive sur le changement social. En effet, l'éducation en particulier permet d'améliorer la qualité du débat public et la capacité des gens à agir dans le sens d'un développement social et politique [SEN, 2000a, p. 294].

Travail non-rémunéré : travail improductif ?

Dans la théorie économique standard, voire même dans la société en général, est considéré comme « travail » toute production en contrepartie de laquelle on reçoit une rémunération. Or, selon Amartya Sen, « la production des biens suppose non seulement une relation entre des matières premières et des produits finis, mais aussi une organisation sociale qui permet d'utiliser des techniques de production spécifiques dans des usines, des ateliers ou des champs » [SEN, 1993a, p. 237]. Il fait référence ici à ce que Karl Marx appelait « l'assemblage de divers processus en un tout social[13] ». En effet, la technologie ne concerne pas seulement le matériel et ses caractéristiques de fonctionnement, mais aussi l'organisation sociale qui permet d'utiliser ce matériel et de mener à bien les processus dit « productifs » :

> Les activités dites « productives » peuvent se greffer sur l'exécution d'autres travaux, tels que l'entretien du foyer et la préparation des repas, le soin apporté aux enfants ou le transport de la nourriture vers les champs où travaillent les cultivateurs. […]

[12] C'est au cours d'une controverse qui l'opposait à David Hume qu'Adam Smith eu l'occasion de souligner sa conception : toute définition de l'être humain dans les seuls termes de son utilité productive amputait la nature même de notre humanité. La phrase citée est issue de la *Théorie des Sentiments Moraux* (1759).
[13] Voir MARX Karl [1967], *Capital* (1867), Vol. 1 et 2, New York, International, p. 515 (Trad. Franç., *Le Capital*, Editions Sociales).

> Les activités des ménages sont envisagées de nombreuses façons contradictoires dans l'évaluation de la production et de la technologie. D'une part, on ne nie pas qu'il est essentiel que les travailleurs puissent se sustenter, survivre et se reproduire pour qu'une main d'œuvre soit disponible pour travailler à l'extérieur. D'autre part, les activités qui permettent la satisfaction de ces besoins vitaux ne sont généralement pas considérées comme contribuant à la production et sont souvent classées comme travail « improductif ». [SEN, 1993a, p. 237]

La prospérité d'un ménage dépend, en fait, grandement de la manière dont les activités extérieures et domestiques s'entretiennent et se soutiennent mutuellement, ce qui revient généralement à une division du travail entre les sexes. Cette analyse rejoint, selon Sen, celle de Jane Humphries pour qui « la famille ouvrière constitue une sphère de production, les *inputs* étant les biens achetés grâce aux revenus salariaux de la famille, et l'un des *outputs* étant le renouvellement de la force de travail, vendue sur le marché contre des salaires »[14]. La terminologie utilisée par Sen est différente, mais l'idée est similaire. En effet, il estime que les membres d'un ménage sont confrontés simultanément à deux types différents de problèmes, concernant l'un la *coopération* – ajouter aux disponibilités totales -, l'autre le *conflit* – répartir les disponibilités totales [SEN, 1993a, p. 238]. Ces problèmes peuvent être appréhendés par les questions « qui fait quoi ? », « qui peut consommer quoi ? », et « qui prend quelles décisions ? ».

Ce point de vue est assez original, dans le sens où il considère des phénomènes, habituellement traités de « culturels », comme des aspects de la production, et donc comme des phénomènes « économiques » au sens premier. Par ailleurs, en considérant la part du travail rémunéré et celle du travail non rémunéré, il met en lumière les distorsions systématiques dans la perception de qui « produit » quoi et « gagne » quoi, distorsions qui expliquent l'infériorité de la position économique des femmes dans la plupart des sociétés.

Ainsi, la nature de la « technologie sociale » exerce un effet profond sur l'établissement d'une relation entre, d'une part, la répartition de ces gains entre hommes et femmes et, d'autre part, la division sexuelle du travail et des ressources :

> Les arrangements divisionnels qui, certes, peuvent contribuer à la survie économique et à l'opulence globale des familles et des sociétés peuvent imposer par ailleurs, par le même processus, une division généralement inégale des opportunités d'emploi et des libertés dans le travail. Ils influent sur la répartition du

[14] Voir HUMPHRIES Jane [1977], "Class Struggle and the Persistence of the Working Class Family", *Cambridge Journal of Economics*, 1 ; *in* Amsten (1980) [SEN, 1993a, p. 238].

produit des activités conjointes, perpétuant parfois les inégalités dans la consommation des biens par rapport aux besoins (notamment de la nourriture dans les économies pauvres). [SEN, 1993a, p. 240]

Sur cette question, on voit que Sen se différencie fondamentalement des approches orthodoxes, puisqu'il montre à quel point le travail non-rémunéré est « productif » et indispensable à la production considérée au sens strict. Pour lui, les travaux effectués par les femmes au foyer devraient être considérés de la même manière que les emplois salariés. Et il ne comprend pas pourquoi l'histoire de l'homme qui épouse sa cuisinière, et par conséquent réduit à la fois le PIB et le niveau de l'emploi, a si rarement été considéré comme un scandale économique [SEN, 1998, p. 254].

En outre, il fait partie des rares économistes s'intéressant à la sphère familiale et l'étudiant comme lieu de naissance des inégalités. Ce deuxième point marque une rupture avec les conceptions économiques standards, qui considèrent les familles comme des individus, donc sans problème de coopération ni de conflit, ou encore comme des marchés implicites à la manière de Gary Becker[15].

Travail et condition des femmes

Selon cette perspective, on comprend pourquoi la possibilité pour les femmes de travailler en dehors du contexte familial est une condition essentielle de leur liberté et de leur bien-être. Des études empiriques ont en effet montré que les femmes sont relativement mieux loties dans les sociétés où elles détiennent le rôle principal dans l'acquisition de la nourriture à l'extérieur[16]. Au contraire, dans les régions où les femmes n'ont guère d'opportunités de revenus extérieurs, dans certaines parties de l'Inde notamment, les disparités entre les sexes sont plus marquées. Le rôle de la rémunération extérieure semble être puissant pour créer une différence au sein de la famille. C'est toute la différence entre la « contribution perçue » à l'aisance de la famille et la contribution effective :

De fait, d'après les études sur l'affectation du temps, les femmes paraissent souvent accomplir une quantité de travail étonnamment grande, même lorsque leur contribution « économique » *perçue* est relativement modeste. La distorsion dans la perception semble se rapporter au volume du gain monétaire direct plutôt qu'à la

[15] Voir BECKER G. S. [1973-74], "A Theory of Marriage", *Journal of Political Economy*, 81 et 82 ; [1981], *A Treatise on the Family*, Cambridge, Mass., Harvard, University Press .
[16] Voir BOSERUP Ester [1970/86], *Women's Role in Economic Development*, New York, Saint Martin's Press ; 2e éd., Gower Publishing, Aldershot, RU. Ester Boserup étudie en particulier la condition des femmes dans certaines régions d'Afrique pratiquant la culture itinérante [SEN, 1993a, p. 254]

quantité de temps et d'efforts déployés (ou au rôle des activités non marchandes des autres membres de la famille, qui permettent indirectement ces gains). [SEN, 1993a, p. 254]

Ces perceptions, comme on l'a vu plus haut, sont étroitement liées à la nature de la « technologie sociale », qui instaure la spécificité des rôles et entretient l'idée que l'ordre établi est « naturel »[SEN, 1993a, p. 242]. Une relation de réciprocité existe entre les préjugés et le statut social – ou la place économique – des femmes. La position dominante des hommes repose sur un certain nombre de facteurs, en particulier leur fonction de « gagne-pain », clé de leur pouvoir économique et supposée commander le respect, même au sein de la famille [SEN, 2000b]. A l'inverse, tout montre que les femmes qui peuvent accéder à un revenu extérieur tendent alors à améliorer leur position relative, y compris en ce qui concerne la répartition à l'intérieur du foyer. La liberté pour les femmes de travailler en dehors du cadre familial est par conséquent une question cruciale dans de nombreux pays, en particulier du Tiers-Monde :

Partout où cette possibilité est déniée, il s'agit d'une violation grave de la liberté des femmes et de l'égalité entre les sexes. C'est un obstacle à leur responsabilisation économique dont les conséquences négatives sont multiples. En effet, l'entrée sur le marché du travail contribue non seulement à leur indépendance économique, mais elle a aussi pour effet de procurer aux femmes une meilleure part dans la répartition du revenu au sein même du foyer. Faut-il le rappeler ? Le travail domestique, si éreintant soit-il, est rarement respecté ou même reconnu – et jamais rémunéré. La privation du droit de travailler hors du foyer n'en est qu'une plus grave atteinte à la liberté des femmes. [SEN, 2000a, p. 123]

Parce qu'il n'entraîne aucune rémunération, le travail quotidien des femmes à la maison est souvent négligé dans le décompte des contributions respectives de chacun à la prospérité familiale. Dès lors qu'elles travaillent à l'extérieur et rapportent un salaire, leur participation gagne en visibilité. Et, parce qu'elles gagnent en indépendance, leur voix devient plus audible. L'évolution modifie aussi, semble-t-il les idées reçues sur leur fonction de génitrice[17]. Ainsi, la liberté de rechercher et d'occuper un emploi hors du foyer peut contribuer à la réduction des privations – relatives ou absolues – subies par les femmes. La liberté acquise dans un domaine – travailler à l'extérieur – favorise les autres à l'égard de la faim, de la maladie et d'autres privations [SEN, 2000b].

[17] Sen note que les grossesses à répétition, ainsi que la charge presque permanente d'un enfant en bas âge (situation encore très fréquente) constituent, en plus d'une moindre aptitude à apporter une contribution perçue à l'aisance économique de la famille, un déni certain de liberté. [SEN, 1993a, p. 250 ; 2000b]

Cependant, si les femmes n'ont pas toujours suivi le conseil de Benjamin Franklin à Catherine Ray : « Allez constamment à l'église jusqu'à ce que vous rencontriez un bon mari. Ensuite, restez à la maison, occupez-vous des enfants et vivez en bonne chrétienne »[18], leur capacité à accepter un travail à l'extérieur du domaine familial a toujours été sévèrement contraint [SEN, 1998, p. 244].

L'interdiction faite aux femmes de travailler est parfois imposée par des moyens brutaux et démonstratifs. A ce sujet, Sen évoque le cas des femmes afghanes qui, après la prise de pouvoir par les Talibans, ne furent plus autorisées à travailler ni même à sortir sans un parent du sexe masculin. Les femmes qui, avant 1996, travaillaient en tant que professeurs, médecins, avocates, artistes et écrivains ont été contraintes de quitter leur travail et ont été renvoyées à la maison, de sorte que les dépressions sont devenues tellement répandues que le phénomène a atteint un caractère d'urgence. Le travail leur étant interdit, les femmes célibataires ou sans membres de la famille de sexe masculin sont mortes de faim ou ont dû mendier dans la rue, même lorsqu'elles étaient titulaires d'un doctorat.

Dans d'autres cas, la non-liberté de rechercher un emploi s'exerce par les voies tacites de la convention et du conformisme. Il se peut encore qu'en l'absence de tout interdit formel, les femmes élevées dans les valeurs traditionnelles se montrent elles-mêmes réticentes à rompre avec la tradition et craignent de choquer. Les notions de « normalité » et de « convenances » jouent ici un rôle central[19].

Ainsi, une fois encore, on note que si l'on étudie ce phénomène sans prendre en considération les normes et les valeurs en vigueur dans une société, on ne peut pas comprendre les comportements des femmes, à moins de penser que les femmes souhaitent moins de liberté que les hommes. Or, c'est une pensée que l'on pourrait effectivement avoir si l'on se basait sur un raisonnement utilitariste, puisque comme le note Sen :

On a souligné, non sans plausibilité, que les femmes de l'Inde rurale n'envient pas, en règle générale, la position des hommes, qu'elles ne voient pas leur propre situation comme une situation d'inégalité pénible et qu'elles n'aspirent pas non plus à une réforme de leur

[18] Voir VAN DOREN C. [1940], *The Autobiography of Benjamin Franklin*, New York : Pocket Books, p. 254.

[19] Cette question renvoie à d'autres termes, en particulier à la nécessité de la libre discussion concernant l'ensemble des problèmes sociaux, ou encore à l'avantage d'introduire les changements sociaux par l'intermédiaire de groupes organisés. Les organisations de femmes ont pris en charge ce rôle dans de nombreux pays. La Self-employed Women's Association (SEWA-association des femmes auto-employées) est parvenue dans une partie de l'Inde, à obtenir plus d'emplois pour les femmes, mais surtout à créer un climat de pensée différent. C'est aussi le cas de crédit participatif ou coopératif, tels que la Grameen Bank et le Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC), tous deux au Bangladesh. [SEN, 2000a, p. 123]

condition. […] [Mais] si l'on admet que la liberté individuelle – dans laquelle il faut inclure la liberté d'évaluer sa propre situation et la possibilité de la changer – est une valeur essentielle, ni l'absence de mécontentement actuel, ni celle d'un désir radical de changement ne peuvent effacer la portée morale d'une telle inégalité entre les sexes. Et, s'il peut arriver que les défenseurs de l'état des choses actuel trouve soutien et réconfort dans certaines interprétations au moins du calcul utilitariste, une telle défense du *statu quo* ne peut subsister quand on fait de la liberté individuelle une responsabilité sociale. [SEN, 1999, pp. 59-60]

Conclusion : le travail un moyen de la liberté et de la responsabilité

La tradition utilitariste est beaucoup trop partiale selon Amartya Sen. En effet, le critère de l'utilité peut empêcher l'éthique sociale d'apprécier l'intensité de la privation subie par ceux qui louent leur travail de façon précaire, par ceux qui sont régulièrement sans emploi, par le *coolie* surchargé de travail ou par la ménagère totalement soumise, qui ont tous appris à contrôler leurs désirs et à tirer le meilleur parti possible des moindres soulagements qu'il leur est donné d'éprouver [SEN, 1999a, p. 58]. Et Sen montre que le problème du calcul utilitariste n'est pas seulement théorique, il comporte de sérieuses conséquences pratiques.

Par exemple, la famine peut coexister avec l'opulence dans un équilibre optimal. Ceci fait dire à Sen que « l'optimum de Pareto peut, tout comme l'esprit de César, sortir tout droit de l'enfer » [SEN, 1993a, p. 32], et il se distingue avec force et ironie des nombreux économistes qui « semblent réagir à toute violation du principe de Pareto comme si l'on attaquait cruellement leur mère » [SEN, 1993a, p. 280].

Il semble que la place maternelle occupée par l'optimum de Pareto, dans l'imaginaire des économistes, soit dû à leur utilisation du concept d'utilité. En effet, la manière dont ils définissent l'utilité délimite les frontières de l'individu, détermine le positionnement de celui-ci par rapport aux autres individus, et fournit le moteur principal de son action [INSEL, 2000, p. 252]. Ce genre de postulat fournit certes un cadre d'analyse cohérent, rigoureux et précis, mais loin de rendre compte de la réalité économique et sociale, largement plus complexe.

Manifestement, c'est également cette négligence de la dimension morale de la motivation et de l'accomplissement social qui a participé à l'affaiblissement de l'économie au sein de l'imaginaire social dans les années 1980 [INSEL, 2000, p. 247]. Toutefois, depuis une trentaine d'années, on observe une timide reprise du dialogue entre la philosophie morale et l'économie. Et, l'œuvre d'Amartya Sen est certainement l'une des plus significatives en ce

sens. En effet, l'ensemble de ses travaux exprime une volonté de redonner à l'économie des fondements éthiques, sans renier pour autant l'utilité de la conception mécaniste.

Son approche se focalise sur les privations qui ont une importance intrinsèque, à la différence des bas revenus dont la signification est instrumentale. Et il souligne que la démarche traditionnelle révèle une confusion entre les moyens et les fins.

> Subordonner la richesse à la qualité de vie et aux libertés réelles, voilà qui peut paraître une entorse à la tradition des sciences économiques. D'un certain point de vue, l'hérésie est constituée (songeons un instant aux analyses austères, centrées sur les revenus, qui prévalent dans la plupart des études économiques en vigueur). Tout bien considéré, cette démarche moins univoque perpétue cependant une tradition propre à l'analyse économique que l'on rencontre depuis les origines. On en perçoit les évidentes résonances aristotéliciennes : l' « épanouissement » et les « capacités » qui intéresse au premier chef le philosophe ne sont pas très éloignées de la qualité de vie et des libertés substantielles [...]. On saisit aussi la forte relation avec Adam Smith et son analyse des nécessités et des conditions de vie. [SEN, 2000a, p. 34]

Amartya Sen se replace dans la perspective originelle de la science économique, à savoir répondre au besoin d'étudier et d'évaluer le rôle de tous les facteurs susceptibles de favoriser une « bonne vie », ces facteurs étant relatifs à la société dans laquelle on se trouve. Il est vrai que le travail est avant tout un phénomène culturel que l'on peut difficilement appréhender sous un angle strictement économique, à moins d'en trahir les enjeux[20]. Or, aujourd'hui, le travail (rémunéré) est une valeur sociale majeure. Plus qu'un revenu, il apporte une reconnaissance sociale, ce qui a une influence positive sur l'estime de soi, élément indispensable de la qualité de vie [SEN, 1998, p. 243].

Finalement, Amartya Sen participe au débat anthropologique sur le sujet en économie : individu maximisateur ou personne libre et responsable [MAHIEU, 1999, p.1]. Sa vision du sujet dépasse largement celle d'un *homo œconomicus*. Cependant, il estime que la discipline économique a pour but fondamental de rendre les hommes et les femmes effectivement libres et responsables, plutôt que de les traiter d'emblée comme tels.

Et si l'emploi est un moyen de la liberté et de la responsabilité individuelle, ceci dépend bien évidemment des conditions de travail. Selon Sen, il est possible et nécessaire d'agir à la fois dans le sens d'une amélioration des conditions de travail et d'une

[20] D'ailleurs, Hannah Arendt, de manière assez paradoxale, voit comme une menace l'avènement de l'automatisation, et la libération possible pour l'humanité de « son fardeau le plus ancien et le plus naturel », le fardeau du travail. En effet, même si toutes les époques en ont rêvé, ce serait aujourd'hui un véritable problème car l'époque moderne s'accompagne de la glorification théorique du travail et transforme la société toute entière en une société de travailleurs. [Arrendt, 1961, p. 37]

augmentation du nombre des emplois. Il n'y a pas de contradiction entre ces deux actions. Et, toute société arbitrant en faveur de l'une ou l'autre exclusivement élude une partie importante du problème. C'est pourquoi, depuis plus de trente ans, Sen collabore avec l'OIT, afin de promouvoir les opportunités pour les hommes et les femmes d'obtenir « un travail décent et productif, dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine » [SEN, 1999b].

Références :

ARRENDT Hannah [1961], *La Condition de l'Homme Moderne*, Editions Calmman-Lévy, Collection Agora, 406 p.

FETHEROLF LOUTFI Martha [1998], « Amartya Sen, Lauréat du Prix Nobel d'Economie, et l'OIT », *Le Magazine de l'OIT*, n°27, décembre, pp. 1-9.

INSEL Ahmet [2000], « Amartya Sen ou l'Ethique de la Liberté Face à la Théorie Economique », *Revue du MAUSS, Ethique et Economie*, n° 15, pp. 247-256.

MAHIEU François Régis [2000], « De la Responsabilité des Economistes et des Agents Economiques », *Revue du MAUSS, Ethique et Economie*, n° 15, pp. 257-267.

MAHIEU François Régis [1999], « L'Anthropologie Economique d'Amartya Sen », Congrès de l'AFSE, *www.globnet.org/horizon-local/webdev/amartaya.html*, 6 p.

SEN Amartya [2000a], *Un Nouveau Modèle Economique*, éditions Odile Jacob, 356 p.

SEN Amartya [2000b], « La liberté des femmes, atout du développement », *Le Monde Diplomatique*, Septembre, p. 22.

SEN Amartya [2000c], *Repenser les inégalités*, Editions du Seuil, 281 p.

SEN Amartya [1999a], *L'Economie est une Science Morale*, éditions La Découverte, 126 p.

SEN Amartya [1999b], « Decent Work », *International Labour Conference*, 87th Session, 1-17 June, *www.globalmarch.org/convention-campaign/mr-amartya-sen.htm*, 7 p.

SEN Amartya [1997], « L'Inégalité, le Chômage et l'Europe d'Aujourd'hui », *Revue Internationale du Travail*, vol. 136, n° 2 (été), pp. 169-186.

SEN Amartya [1998], *Resources, Values and Development* (1984), First Harvard University Press paperback edition, 547 p.

SEN Amartya [1993a], *Ethique et Economie*, PUF, 364 p.

SEN Amartya [1993b], « Codes moraux et réussite économique », Actes de la recherche en Sciences Sociales, 100, Décembre, pp. 58-65.

SMITH Adam [1991], *La Richesse des Nations* (1776), Flammarion, Paris, I et II.